Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 7 mai 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant la salubrité des lieux de travail, la santé et la sécurité des travailleurs", a donné en sa séance du 22 mai 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e Mei 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de salubriteit van de werkplaatsen, de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders", heeft ter zitting van 22 Mei 1951 het volgend advies gegeven:

Le projet a pour objet d'étendre à toutes les entreprises où sont employés des travailleurs en exécution d'un contrat de louage de services les dispositions des lois coordonnées par l'arrêté royal du 23 décembre 1937 qui permettent au Roi de prendre toutes mesures destinées à assurer la sécurité et la santé des travailleurs, la salubrité du travail et des lieux de travail, mais seulement dans les entreprises industrielles et commerciales, les établissements publics et d'utilité publique.

Il modifie, en outre, de façon assez considérable, le régime répressif tant pour les peines applicables que pour la procédure de constatation des infractions.

Le projet qui est, au surplus, destiné à remplacer les lois coordonnées, appelle les remarques suivantes :

1.

Dans l'article 1er, l'énumération incluse dans les lois coordonnées est reprise. On y ajoute les entreprises agricoles, horticoles, forestières et d'élevage et, en fin de liste, on ajoute "tous autres travailleurs, occupés au service d'un employeur en exécution d'un contrat de louage de services ".

Cette énumération remonte du particulier au général. Nécessaire dans le texte des lois coordonnées lequel était limitatif, elle n'est plus qu'exemplative dans le projet et pourrait fort bien être supprimée. Mais si le Gouvernement juge utile de la

.../...

maintenir et même de l'étendre, il conviendrait qu'elle suive l'expression du principe général et non qu'elle la précède.

2.

Le Conseil d'Etat propose de consacrer un alinéa spécial aux services publics pour tenir compte des agents régis par un statut légal ou réglementaire.

3.

L'article 3 vise les organismes que le Roi sera tenu de consulter avant d'arrêter les règlements à prendre en application de l'article 1er. Il n'est pas utile de prévoir qu'il pourra en consulter d'autres que ceux qui sont énumérés: le pouvoir exécutif a le droit de s'éclairer comme il l'entend sur l'opportunité des mesures qu'il prend.

4.

L'alinéa 2 de l'article 3 signifie qu'il est légalement interdit au Roi de tenir compte d'un avis qui ne serait pas donné dans un délai de rigueur. Telle n'est évidemment pas l'intention du gouvernement : l'idée qu'il convient d'exprimer est que le Roi pourra se passer de l'avis à l'expiration du délai imparti à l'organisme consulté.

.../...

Le Conseil d'Etat estime que cette idée est suffisamment exprimée par l'obligation faite à l'organisme de donner son avis dans un délai fixé.

5.

Il convient de remarquer, à propos de l'article 10, que la plupart des lois sociales récentes prévoient que l'article 85 du Code pénal n'est pas applicable dans les cas de récidive. Il en est ainsi dans l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la fixation des salaires et traitements, article 12; la loi du 10 février 1934 portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène, article 38; l'arrêté-loi du 9 juin 1945 fixant le statut des commissions paritaires, article 16; l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à la force obligatoire des décisions de la Commission nationale mixte des mines, article 9; les lois coordonnées sur les allocations familiales pour travailleurs salariés, article 162; la loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, article 24.

6.

La règle formulée à l'article 11 et suivant laquelle l'action publique est prescrite après un an révolu, entraîne, par application des principes généraux, la prescription de l'action civile dans le même délai.

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de le préciser dans la disposition.

7.

Le projet néglige de prévoir l'abrogation expresse des lois coordonnées par l'arrêté royal du 23 décembre 1937. Le Conseil d'Etat le propose dans un article 12 additionnel.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au dispositif du projet des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire.

TEXTE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT.

Article 1er.-

Sans préjudice aux dispositions relatives aux mines, minières et carrières souterraines, le Roi peut prescrire à toutes personnes occupant des travailleurs en vertu d'un contrat de louage de services et à ces travailleurs eux-mêmes, toutes mesures propres à assurer la santé et la sécurité de ceux-ci, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail. Cette disposition est applicable à toutes les entreprises et notamment aux entreprises industrielles, commerciales, agricoles, horticoles, forestières et d'élevage. Elle n'est pas applicable aux domestiques et gens de maison et à ceux qui les emploient.

Les mesures prescrites en application de l'alinéa ci-avant sont applicables à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique, à toute personne chargée d'un service public ainsi qu'au personnel qu'ils occupent.

Ces mesures peuvent être étendues aux tiers se trouvant sur les lieux de travail visés par la réglementation.

Article 2.-

...(texte du projet du Gouvernement) ...

Article 3.-

Sans préjudice aux dispositions particulières soumettant certains services, établissements ou entreprises à un régime d'autorisation ou de déclarations préalables, le Roi ne prend les mesures prévues à l'article 1er que par voie de dispositions générales et après consultation du Conseil supérieur d'hygiène publique ou du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. Le Conseil consulté est tenu de donner son avis dans les deux mois.

Articles 4 et 5.-

...(texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 6.-

Sera puni d'une amende de 26 francs à 200 francs l'employeur, son préposé ou mandataire qui aura contrevenu aux dispositions des arrêtés royaux pris en application de la présente loi.

Article 7.-

Sans préjudice de l'application des articles 269 à 274 du Code pénal, les employeurs, leurs préposés ou mandataires et les travailleurs qui auraient mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à six mois ou d'une de ces peines seulement.

Article 8.-

S'il y a récidive dans les trois ans de la condamnation encourue en vertu de la présente loi, les peines établies par les articles 6 et 7 sont portées au double.

Articles 9, 10 et 11.-

...(texte du projet du Gouvernement)...

Article 12.-

La loi concernant la sécurité et la santé du personnel occupé dans les entreprises industrielles et commerciales, coordonnée par l'arrêté royal du 23 décembre 1937, est abrogée.

Het ontwerp heeft als voorwerp op alle ondernemingen waarin arbeiders ter uitvoering van een dienstcontract werkzaam zijn, van toepassing te verklaren de bepalingen der wetten samengeordend bij koninklijk besluit van 23 December 1937, waarbij de Koning gemachtigd wordt, echter alleen ten aanzien van de nijverheids- en handelsondernemingen, de openbare instellingen en de instellingen van openbaar nut, alle maatregelen te treffen welke nodig zijn voor de veiligheid en de gezondheid van de arbeiders alsmede voor de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen.

Het wijzigt bovendien in vrij aanzienlijke mate het strafrechtelijk stelsel zowel wat de toe te passen straffen als wat de procedure tot vaststelling van de inbreuken betreft.

Bij het ontwerp, dat ten andere in de plaats moet komen van de samengeordende wetten, zijn de navolgende opmerkingen te maken.

1.

Artikel 1 neemt de opsomming welke in de samengeordende wetten voorkomt, over. Daaraan worden toegevoegd de land-, tuin- en bosbouwondernemingen en de veeteeltondernemingen,en aan het einde van de lijst "al de andere arbeiders die ter uitvoering van een dienstcontract bij een werkgever zijn tewerkgesteld".

Deze opsomming gaat van het bijzondere tot het algemene. Zij was wel noodzakelijk in de tekst van de samengeordende wetten,die beperkend was;in het ontwerp echter is zij nog alleen enuntiatief en zou gerust kunnen wegvallen. Oordeelt de Regering het evenwel nuttig ze te

.../...

handhaven en zelfs aan te vullen, dan dient de opsomming na en niet vóór het algemeen beginsel te komen.

2.

De Raad van State stelt voor, een speciaal lid te wijden aan de openbare diensten, dat handelen zou over het personeel voor hetwelk een wettelijk of reglementair statuut geldt.

3.

Artikel 3 vermeldt de organismen welke de Koning om advies moet verzoeken alvorens hij de bij toepassing van artikel 1 te treffen regelingen bepaalt. Het is niet nodig te zeggen dat hij het advies van andere organismen dan aldaar opgesomd kan inwinnen: de uitvoerende macht bezit het recht naar goeddunken inlichtingen in te winnen omtrent de gepastheid van de maatregelen welke zij neemt.

4.

Volgens het tweede lid van artikel 3 bestaat voor de Koning wettelijk verbod rekening te houden met een advies dat niet binnen de bepaalde termijn is uitgebracht. Zo heeft de Regering het natuurlijk niet bedoeld: Wat moet gezegd worden is dat, bij het verstrijken van de termijn aan het geraadpleegde organisme verleend, de Koning niet langer op het advies hoeft te wachten.

.../...

De Raad van State oordeelt dat zulks duidelijk genoeg tot uiting komt in de verplichting voor het organisme om zijn advies binnen een bepaalde termijn uit te brengen.

5.

Naar aanleiding van artikel 10 is op te merken dat de meeste sociale wetten, die onlangs zijn tot stand gekomen, bepalen dat artikel 85 van het Wetboek van Strafrecht niet van toepassing is in de gevallen van herhaling. Aldus in de besluitwet van 14 April 1945 betreffende de vaststelling van lonen en wedden, artikel 12; in de wet van 10 Februari 1934 houdende regeling van het thuiswerk op gebied van lonen en hygiëne, artikel 38; in de besluitwet van 9 Juni 1945 tot vaststelling van het statuut der paritaire comité's, artikel 16; in de besluitwet van 14 April 1945 betreffende de bindende kracht van de beslissingen van de Nationale Gemengde Mijncommissie, artikel 9; in de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, artikel 162; in de wet van 14 Juni 1921 tot invoering van de achturendag en van de acht-en-veertig urenweek, artikel 24.

6.

Uit de regel, in artikel 11 gesteld, naar luid waarvan de publieke vordering verjaart na één vol jaar, volgt bij toepassing van de algemene beginselen de verjaring van de burgerlijke vordering na dezelfde termijn.

Indien de Regering een andere bedoeling heeft, dan zou dit in de bepaling duidelijk moeten worden gezegd.

.../...

7.

Het ontwerp verzuimt de bij koninklijk besluit van 23 December 1937 samengeordende wetten uitdrukkelijk op te heffen. De Raad van State stelt voor,zulks in een aanvullend artikel 12 te bepalen.

\+

\+ \+

Voorts stelt de Raad van State voor in het beschikkend gedeelte van het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen die geen commentaar behoeven.

TEKST WELKE DE RAAD VAN STATE VOORSTELT.

Artikel 1.-

Onverminderd de bepalingen betreffende de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, kan de Koning aan al wie arbeiders krachtens een dienstcontract tewerkstelt en aan die arbeiders zelf, alle maatregelen opleggen nodig voor de gezondheid en de veiligheid dezer laatsten alsmede voor de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen. Deze bepaling is van toepassing op alle ondernemingen en inzonderheid op de nijverheids-, handels-, landbouw-, tuinbouw-, bosbouw- en veeteeltondernemingen. Zij is niet van toepassing op de dienstboden en het huispersoneel en degenen in wier dienst zij staan.

De maatregelen opgelegd bij toepassing van het vorig lid gelden voor de Staat,de provinciën, de gemeenten, de openbare instellingen en de instellingen van openbaar nut, voor al wie met een openbare dienst is belast, alsmede voor het door hen tewerkgestelde personeel.

.../...

Deze maatregelen kunnen uitgebreid worden tot derden die zich op de werkplaatsen bevinden en die onder de reglementering vallen.

Artikel 2.-

... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 3.-

Onverminderd de bijzondere bepalingen waarbij sommige diensten, instellingen of ondernemingen aan een stelsel van voorafgaande machtiging of aangifte worden onderworpen, neemt de Koning de in artikel 1 bedoelde maatregelen slechts door middel van algemene besluiten en na het advies van de Hoge Raad voor volksgezondheid of van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werklokalen te hebben ingewonnen. De om advies verzochte Raad is gehouden dit advies binnen twee maanden te geven.

Artikelen 4 en 5.-

... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 6.-

Met geldboete van 26 frank tot 200 frank wordt gestraft de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber die de bepalingen van de koninklijke besluiten, genomen ter uitvoering van deze wet, overtreedt.

Artikel 7.-

Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Wetboek van Strafrecht, worden gestraft met geldboete van 1.000 frank tot 10.000 frank en met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden, of met één van die straffen alleen, de werkgevers, hun aangestelden of lasthebbers en de arbeiders die zich tegen het toezicht krachtens deze wet ingericht verzetten.

Artikel 8.-

Bij herhaling binnen drie jaar na de veroordeling krachtens deze wet opgelopen, worden de in de artikelen 6 en 7 gestelde straffen verdubbeld.

Artikelen 9, 10 en 11.-

... (tekst van het ontwerp der Regering)...

Artikel 12.-

De wet betreffende de veiligheid en de gezondheid van het personeel werkzaam in handels- en nijverheidsondernemingen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 23 December 1937, wordt opgeheven.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

J.VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, — greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G.PIQUET. — (signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951. — De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, — De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.